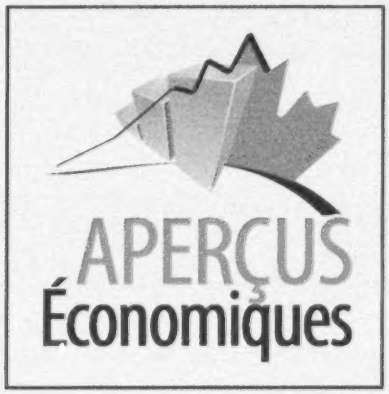
N° 11-626-X au catalogue — N° 048
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-02709-8

Aperçus économiques

# Dépenses en immobilisations non résidentielles : estimations réelles provisoires pour 2014 et intentions pour 2015

par Valérie Gaudreault, Guy Gellatly et Cyndi Bloskie

Date de diffusion : le 6 juillet 2015




Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel à** infostats@statcan.gc.ca

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

**Programme des services de dépôt**

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens »

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

## Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

| | |
|---|---|
| . | indisponible pour toute période de référence |
| .. | indisponible pour une période de référence précise |
| ... | n'ayant pas lieu de figurer |
| 0 | zéro absolu ou valeur arrondie à zéro |
| 0[s] | valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie |
| [p] | provisoire |
| [r] | révisé |
| x | confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique* |
| [E] | à utiliser avec prudence |
| F | trop peu fiable pour être publié |
| * | valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05) |

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

**Une** version HTML **est aussi disponible.**

*This publication is also available in English.*

# Dépenses en immobilisations non résidentielles : estimations réelles provisoires pour 2014 et intentions pour 2015

*par Valérie Gaudreault, Guy Gellatly et Cyndi Bloskie*
*Division de l'investissement, des sciences et de la technologie et Direction des études analytiques*

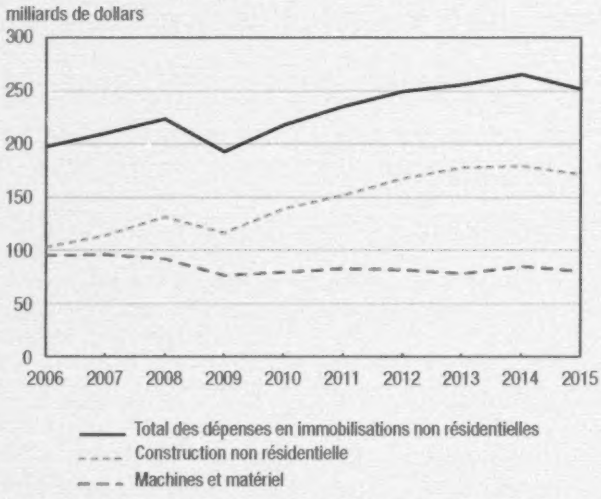
Le présent article de la série *Aperçus économiques* porte sur les estimations des dépenses en immobilisations pour 2014 et les intentions de dépenses pour 2015, diffusées par Statistique Canada le 6 juillet 2015. Les changements de rythme et de composition des dépenses en immobilisations non résidentielles sont examinés, tout en soulignant les variations clés des données pour ces années de référence[1].

Les résultats présentés sont fondés sur l'information recueillie au moyen de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations, une enquête-échantillon menée auprès d'environ 25 000 organismes des secteurs privé et public, qui sert à produire des estimations en dollars courants des dépenses en immobilisations allouées pour les ouvrages de construction et les machines et matériel[2]. Les données réelles provisoires pour 2014 et les données sur les intentions pour 2015 présentées ici ont été recueillies d'octobre 2014 à la fin de janvier 2015 — une période caractérisée par d'importantes fluctuations du cours du pétrole brut et de la valeur du dollar canadien. Des mises à jour des données pour les grandes entreprises pétrolières et gazières ont été effectuées pour veiller à ce que les intentions de 2015 soient aussi justes que possible. L'article fait ressortir des variations clés des données sur les dépenses en immobilisations et les intentions pour cette période.

## Aperçu

Les organismes des secteurs privé et public ont dépensé 264,9 milliards de dollars au titre d'ouvrages de construction non résidentielle et de machines et matériel en 2014, ce qui représente une hausse de 3,4 % par rapport à 2013 (graphique 1). La croissance observée est surtout attribuable aux dépenses accrues en machines et matériel, celles-ci ayant augmenté de 9,2 % en 2014, après avoir fléchi de 4,9 % en 2013. Les dépenses en immobilisations en construction non résidentielle se sont légèrement accrues de 0,9 % en 2014. La croissance générale des dépenses en immobilisations en 2014 a été soutenue par la hausse des dépenses des secteurs des services publics, de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle, et de la fabrication. Pour leur part, les industries de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz ont légèrement réduit leurs dépenses en immobilisations par rapport à l'année précédente (-0,5 %). Les dépenses en immobilisations en Ontario, en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba et en Alberta ont contribué à la croissance en 2014.

**Graphique 1**
**Dépenses en immobilisations non résidentielles par composante principale**




**Notes :** Les données pour 2014 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2015 traduisent les intentions.
**Source :** Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045.

1. Pour obtenir une analyse des changements majeurs dans la répartition des dépenses en immobilisations durant la dernière décennie, voir Bloskie, Gaudreault et Gellatly (2013).
2. Ces estimations des dépenses en immobilisations n'équivalent pas, par leur concept ou leur couverture, aux estimations de la formation brute de capital fixe qui sont publiées par le Système de comptabilité nationale du Canada. Pour obtenir plus d'information, voir le rapport *Rapprochement des dépenses en immobilisations et de la formation brute de capital fixe*, publié dans la série *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* de Statistique Canada.

Les organismes des secteurs privé et public prévoient dépenser 251,8 milliards de dollars en immobilisations non résidentielles en 2015, en baisse de 4,9 % par rapport à 2014. Les prévisions plus faibles de dépenses en construction et en machines et matériel ont contribué au recul. Dans les industries du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, les intentions de dépenses en immobilisations ont diminué de 18,7 % par rapport à 2014. Par contre, on s'attend à une augmentation des dépenses en immobilisations dans les industries du secteur du transport et de l'entreposage et dans celles du secteur de la fabrication. Le Québec, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard ont les intentions les plus élevées.

## Augmentation des dépenses en machines et matériel en 2014

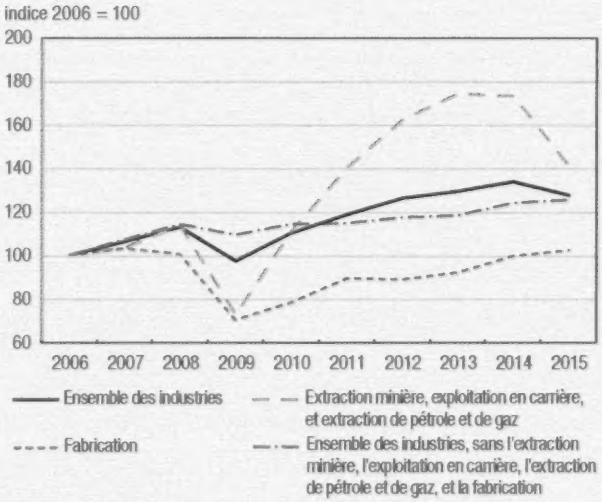
D'après les estimations provisoires, les dépenses en machines et matériel ont augmenté de 9,2 % en 2014, après deux baisses annuelles consécutives[3]. Les dépenses en immobilisations en machines et matériel représentaient 32 % du total des dépenses en immobilisations non résidentielles en 2014. Les industries du secteur de la fabrication sont celles qui ont le plus contribué à la croissance globale des dépenses en machines et matériel, les dépenses en immobilisations dans ce secteur ayant progressé de 22,8 % en 2014 comparativement à 4,4 % en 2013. Dans ce secteur, les dépenses en machines et matériel se sont élevées à 12,5 milliards de dollars, ce qui représente leur plus haut niveau depuis le sommet de 14,4 milliards de dollars atteint en 2008. Les dépenses en machines et matériel dans le secteur du transport et de l'entreposage ont aussi progressé en 2014, marquant une cinquième augmentation annuelle consécutive. Les dépenses annuelles en machines et matériel dans ce secteur ont augmenté de 7,6 % par rapport à 2007. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont présenté les plus fortes dépenses en machines et matériel.

Le rythme des dépenses en construction a ralenti, ayant légèrement progressé de 0,9 % en 2014 comparativement à 6,5 % en 2013. Ce ralentissement survient après une croissance annuelle moyenne de 13 % pour les trois années précédentes. L'augmentation des dépenses en construction dans les secteurs des services publics et de l'industrie de l'information et industrie culturelle a soutenu la croissance en 2014, tout comme l'augmentation observée dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz. En 2014, les dépenses en immobilisations en construction dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz étaient de 65 % plus élevées qu'en 2008 et représentaient 40 % de toutes les dépenses en construction de l'économie canadienne. Les dépenses en construction à Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique ont soutenu la croissance en 2014, alors qu'elles ont fléchi en Alberta.

## Baisse des dépenses en immobilisations prévues en 2015 liée à une diminution des intentions en matière de construction non résidentielle et de machines et matériel

Les intentions de dépenses en immobilisations non résidentielles ont diminué de 4,9 % en 2015, en raison de la baisse des dépenses en immobilisations prévues pour les machines et matériel (-5,4 %) et pour les ouvrages de construction (-4,7 %). Le recul des intentions dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz était le principal facteur à l'origine de la baisse attendue, les dépenses prévues en construction et en machines et matériel ayant beaucoup diminué (graphique 2). Le secteur des services publics prévoit aussi une baisse des dépenses en construction et en machines et matériel, alors que le secteur du transport et de l'entreposage et le secteur de la fabrication prévoient une hausse pour les deux types d'actifs. Dans l'ensemble, la baisse des intentions de construction en 2015 est surtout attribuable aux reculs prévus en Alberta et en Saskatchewan, tandis que la baisse des intentions relatives aux machines et matériel est liée en grande partie aux baisses prévues en Alberta et en Ontario.

**Graphique 2**
**Dépenses en immobilisations selon certaines industries**




**Notes :** Les données pour 2014 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2015 traduisent les intentions.
**Source :** Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045.

3. Voir les tableaux 1 et 2 qui montrent les taux de croissance annuels et les parts en pourcentage des dépenses en immobilisations selon le type d'actif, la propriété, le secteur industriel et la province et les territoires de 2007 à 2015.

## Recul de 18,7 % des intentions de dépenses en immobilisations dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz

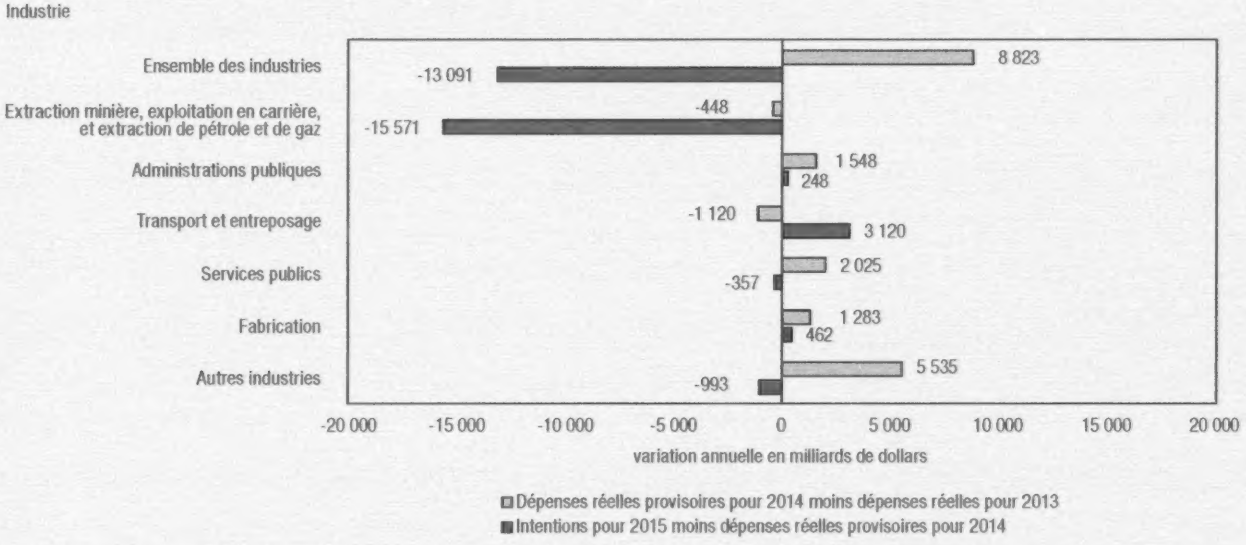
Après un déclin de 0,5 % en 2014, les dépenses en immobilisations des industries du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz devraient reculer de 18,7 % en 2015, en raison de la baisse des intentions de construction (diminution de 16,3 % par rapport à 2014) et de la baisse des intentions relatives aux machines et matériel (diminution de 33,5 %). Les intentions de dépenses en immobilisations dans ce secteur s'élèvent à 67,9 milliards de dollars en 2015, ce qui représente une baisse de 15,6 milliards de dollars par rapport aux estimations pour 2014 (graphique 3). Les industries de l'extraction de pétrole et de gaz, dont les intentions en 2015 se situaient à 55,6 milliards de dollars, prévoient dépenser 18,9 % de moins qu'en 2014 en immobilisations. Les intentions de dépenses en immobilisations des fournisseurs de services de soutien aux industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, qui comprennent les services de montage et de forage, se chiffrent à 1,4 milliard de dollars en 2015, en baisse de 62,9 % par rapport à 2014. Compte tenu des 10,9 milliards de dollars d'intentions en immobilisations, les industries de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière, sans le pétrole et le gaz, s'attendent à un recul de 1,7 % des dépenses en immobilisations.

## Les fabricants s'attendent à une augmentation des dépenses en immobilisations en 2015

En 2015, les dépenses en immobilisations dans le secteur de la fabrication devraient augmenter de 2,7 % pour atteindre 17,5 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 462 millions de dollars par rapport à 2014 (graphique 3). Les fabricants de produits en bois, de produits du pétrole et du charbon, de métaux de première transformation, de produits minéraux non métalliques, et de machines et matériel prévoient tous accroître leurs dépenses en immobilisations en 2015, tandis que les fabricants de produits chimiques, de matériel de transport et de produits alimentaires prévoient diminuer leurs dépenses. Les fabricants de matériel de transport comptent dépenser presque 30 % de moins en immobilisations, après avoir augmenté leurs dépenses de 56 % en 2014. Les dépenses en immobilisations prévues des fabricants d'aliments ont diminué de 7,9 %, à la suite d'une augmentation de 7,2 % en 2014.

Les industries du transport et de l'entreposage prévoient dépenser 13,4 % de plus en immobilisations en 2015. Les intentions dans ce secteur, qui s'élèvent à 26,4 milliards de dollars, dépassent de 3,1 milliards de dollars les dépenses de 2014 (graphique 3). Les organismes qui fournissent des services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs, des services de soutien pour d'autres industries de transport, et des services d'entreposage ont annoncé une augmentation de leurs intentions de dépenses en immobilisations. En particulier, en 2015, les

**Graphique 3**
**Variation des dépenses en immobilisations et dépenses en immobilisations prévues, certaines industries**




**Source :** Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045.

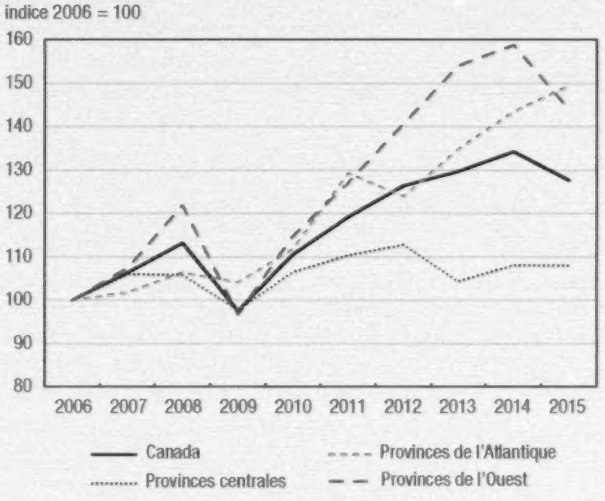
organismes qui assurent des services de transport par pipeline prévoient accroître de 21,8 % leurs dépenses en immobilisations, qui atteindront 8,3 milliards de dollars. Cette hausse survient après une réduction des dépenses en immobilisations en 2014, qui avait suivi des augmentations en 2012 et en 2013.

## Baisse de près de 10 % des intentions de dépenses en immobilisations dans l'Ouest canadien

Les organismes des secteurs public et privé dans les provinces de l'Ouest prévoient réduire de 9,3 % leurs dépenses en immobilisations non résidentielles en 2015 (graphique 4). Cette baisse fait suite au ralentissement de la croissance en 2014, les dépenses en immobilisations ayant crû de 3,0 %, sous l'effet d'augmentations au Manitoba et en Colombie-Britannique. De 2011 à 2013, les dépenses en immobilisations dans l'Ouest canadien ont augmenté en moyenne de 10 % par an, stimulées par l'accroissement des investissements en construction et en machines et matériel en Alberta et en Saskatchewan. Les quatre provinces de l'Ouest étaient à l'origine de 56 % de toutes les dépenses en immobilisations non résidentielles en 2014, et de 65 % de toutes les dépenses en immobilisations non résidentielles de propriété privée.

Une baisse des intentions dans l'Ouest canadien en 2015 reflète les diminutions prévues en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. Les dépenses en immobilisations en Alberta devraient reculer de 11,0 % en 2015, en raison d'une diminution des intentions de construction (-9,0 %) et des intentions relatives aux machines et matériel (-17,0 %) par rapport à 2014. Les dépenses prévues en Alberta ont diminué de 10,1 milliards de dollars pour s'établir à 82,0 milliards de dollars.

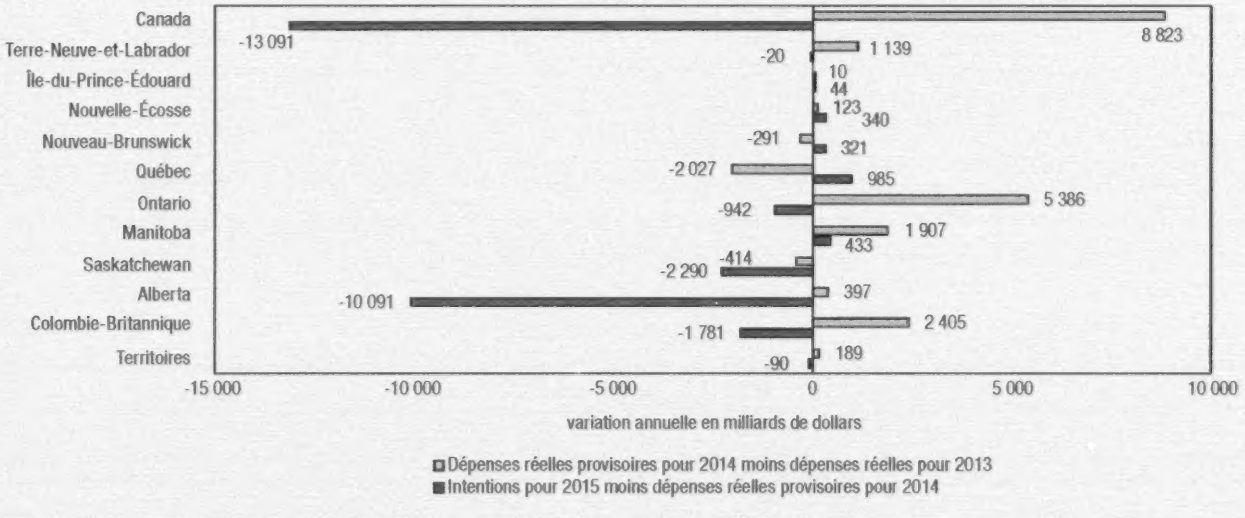
**Graphique 4**
**Dépenses en immobilisations par région**




**Notes :** Les données pour 2014 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2015 traduisent les intentions.
**Source :** Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045.

Selon les prévisions, les dépenses en immobilisations de propriété privée en Alberta diminueront de 11,3 % en 2015, tandis que les intentions de dépenses en immobilisations de propriété publique diminueront de 8,1 %. Les dépenses prévues en immobilisations de propriété privée représentent 89 % de toutes les intentions de dépenses en immobilisations en Alberta.

**Graphique 5**
**Variation des dépenses en immobilisations et des dépenses en immobilisations prévues, par province et territoires**




**Source :** Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045.

Selon les prévisions, le total des dépenses en immobilisations des industries de l'extraction de pétrole et de gaz en Alberta diminuera de 18,5 % en 2015. Les organismes albertains qui assurent des services de soutien aux industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz prévoient dépenser 69,5 % de moins en immobilisations en 2015.

On prévoit que le total des dépenses en immobilisations en Saskatchewan reculera de 2,3 milliards de dollars pour s'établir à 15,5 milliards de dollars. Les dépenses en immobilisations de l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz dans la province devraient diminuer de 33 % en 2015. Les intentions pour l'extraction minière et l'exploitation en carrière ont reculé de 12,3 %. Les dépenses prévues en immobilisations de propriété privée représentent 77 % de toutes les intentions de dépenses en Saskatchewan.

## Hausse des intentions au Québec et baisse des intentions en Ontario

Dans l'ensemble, les intentions relatives aux dépenses en immobilisations dans le Canada central sont stables, après avoir augmenté de 3,5 % en 2014 (graphique 4). À eux deux, le Québec et l'Ontario étaient à l'origine de 37 % de toutes les dépenses en immobilisations non résidentielles en 2014.

Les intentions de dépenses en immobilisations au Québec ont progressé de 2,7 % en 2015, après deux années consécutives de baisses. On s'attend à ce que les dépenses allouées pour les ouvrages de construction et les machines et matériel augmentent en 2015. Les industries de la fabrication au Québec prévoient dépenser 4,1 % de plus en immobilisations en 2015, après avoir aussi déclaré une augmentation de leurs dépenses (+14,4 %) en 2014. La croissance des intentions de dépenses dans le secteur de la fabrication était soutenue par l'augmentation des dépenses prévues chez les fabricants de métaux de première transformation. En 2015, les dépenses prévues en immobilisations de propriété publique au Québec ont augmenté de 8 %, pour s'établir à 19,2 milliards de dollars. Dans l'ensemble, les intentions de dépenses en immobilisations de propriété privée ont diminué de 2,4 %, pour s'établir à 18,1 milliards de dollars.

En Ontario, les intentions de dépenses en immobilisations non résidentielles pour 2015 ont diminué de 1,5 %, alors que les dépenses en immobilisations avaient crû de 9,5 % en 2014. Ce recul est attribuable à la diminution des intentions pour les machines et matériel (-4,3 %). En comparaison, les dépenses en machines et matériel avaient crû de 18,3 % en 2014. Les fabricants ontariens prévoient réduire de 9,5 % leurs dépenses en immobilisations en 2015, la diminution prévue des dépenses de l'industrie du matériel de transport étant la plus prononcée.

Les dépenses en immobilisations prévues en Ontario sont inférieures aux dépenses enregistrées ces dernières années. Les intentions pour 2015 se chiffrent à 61,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une baisse de 941,7 millions de dollars par rapport aux dépenses de 2014 (graphique 5). En 2007, les dépenses en immobilisations non résidentielles en Ontario se sont situées à 63 milliards de dollars, ce qui représente environ 2,6 % de plus que les intentions actuelles. Les intentions de dépenses en immobilisations de propriété publique, qui représentent 45 % des dépenses en immobilisations prévues en Ontario, ont diminué de 5,6 %, tandis que les intentions de dépenses en immobilisations de propriété privée ont augmenté de 2 %.

## Augmentation des intentions de dépenses en immobilisations au Canada atlantique

Au Canada atlantique, les intentions de dépenses en immobilisations ont crû de 4,2 % en 2015. Cette augmentation fait suite à des hausses de 6,4 % en 2014 et de 8,8 % en 2013. Le Nouveau-Brunswick a contribué à l'accroissement des intentions en 2015, ses dépenses en machines et matériel ainsi qu'en construction devant augmenter. La Nouvelle-Écosse présente aussi des intentions plus élevées relativement aux machines et matériel et à la construction. Dans l'ensemble, les intentions pour Terre-Neuve-et-Labrador ont légèrement reculé de 0,2 %, en raison d'une diminution prévue des dépenses en machines et matériel.

Les intentions de dépenses en immobilisations de propriété privée pour 2015 ont augmenté dans chaque province, Nouvelle-Écosse se situant au premier rang avec une augmentation de 7,2 %. Les dépenses prévues en immobilisations de propriété publique ont augmenté de plus de 10 %, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où elles ont diminué après avoir augmenté de 30 % l'année précédente.

**Tableau 1**

**Taux de croissance annuels des dépenses en immobilisations en construction non résidentielle et en machines et matériel, selon le type d'actif, la propriété, le secteur industriel et la province et les territoires, 2007 à 2015**

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | variation en pourcentage | | | | | | | | |
| Total des dépenses en immobilisations non résidentielles | 6,3 | 6,4 | -13,9 | 13,4 | 7,7 | 6,0 | 2,7 | 3,4 | -4,9 |
| **Type d'actif** | | | | | | | | | |
| Construction non résidentielle | 11,3 | 15,2 | -11,6 | 19,3 | 9,6 | 9,9 | 6,5 | 0,9 | -4,7 |
| Machines et matériel | 0,9 | -4,1 | -17,2 | 4,4 | 4,5 | -1,1 | -4,9 | 9,2 | -5,4 |
| **Propriété** | | | | | | | | | |
| Privée | 3,9 | 2,0 | -21,1 | 14,0 | 13,1 | 7,7 | 5,0 | 0,7 | -7,0 |
| Publique | 14,1 | 19,2 | 4,1 | 12,3 | -2,6 | 2,2 | -2,5 | 10,5 | -0,2 |
| **Secteur industriel** | | | | | | | | | |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 3,9 | 9,8 | -35,9 | 52,5 | 26,3 | 15,6 | 7,1 | -0,5 | -18,7 |
| Fabrication | 3,2 | -2,6 | -30,1 | 11,3 | 14,7 | -0,9 | 3,9 | 8,1 | 2,7 |
| Transport et entreposage | 21,7 | 15,8 | -10,2 | -13,6 | 12,5 | 24,2 | 33,9 | -4,6 | 13,4 |
| Services publics | 14,8 | 9,1 | 17,1 | 0,6 | 10,2 | 6,8 | 13,9 | 6,8 | -1,1 |
| Autres secteurs industriels | 4,9 | 4,7 | -6,6 | 7,3 | -2,6 | -1,3 | -8,2 | 6,9 | -0,7 |
| **Province et territoires** | | | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | -1,2 | 25,4 | -3,1 | 14,1 | 43,1 | 27,7 | 22,5 | 14,0 | -0,2 |
| Île-du-Prince-Édouard | 17,1 | -3,3 | -3,9 | -2,9 | 26,7 | -25,2 | 7,2 | 1,7 | 7,6 |
| Nouvelle-Écosse | 0,6 | -12,3 | 10,8 | 8,6 | -2,1 | -17,4 | -0,6 | 3,4 | 9,2 |
| Nouveau-Brunswick | 3,0 | 9,5 | -11,9 | 2,0 | 8,9 | -25,3 | -8,4 | -9,8 | 11,9 |
| Québec | 6,7 | 5,8 | -3,8 | 1,2 | 6,6 | 8,6 | -4,5 | -5,3 | 2,7 |
| Ontario | 5,3 | -3,4 | -9,7 | 13,5 | 2,2 | -1,5 | -9,4 | 9,5 | -1,5 |
| Manitoba | 11,2 | 12,6 | -2,2 | 13,7 | -0,6 | 3,8 | -2,3 | 25,0 | 4,5 |
| Saskatchewan | 8,6 | 23,0 | 11,8 | 20,1 | 10,5 | 7,4 | 12,4 | -2,3 | -12,9 |
| Alberta | 8,9 | 12,6 | -29,2 | 23,7 | 15,0 | 11,7 | 16,6 | 0,4 | -11,0 |
| Colombie-Britannique | 2,3 | 12,3 | -14,8 | 7,9 | 3,5 | 12,2 | -8,2 | 9,4 | -6,3 |
| Territoires | 4,4 | -10,7 | -17,4 | 32,7 | -6,6 | -9,1 | 42,7 | 8,2 | -3,6 |

**Note :** Les données pour 2014 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2015 traduisent les intentions.
**Sources :** Statistique Canada, tableaux CANSIM 029-0045 et 029-0047.

**Tableau 2**

**Parts des dépenses totales en immobilisations en construction non résidentielle et en machines et matériel, selon le type d'actif, la propriété, le secteur industriel et la province et les territoires, 2007 à 2015**

| **Total des dépenses en immobilisations non résidentielles** | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | pourcentage | | | | | | | | |
| **Type d'actif** | | | | | | | | | |
| Construction non résidentielle | 54,4 | 58,9 | 60,5 | 63,7 | 64,7 | 67,1 | 69,5 | 67,9 | 68,0 |
| Machines et matériel | 45,6 | 41,1 | 39,5 | 36,3 | 35,3 | 32,9 | 30,5 | 32,1 | 32,0 |
| **Propriété** | | | | | | | | | |
| Privée | 74,5 | 71,4 | 65,4 | 65,8 | 69,0 | 70,1 | 71,6 | 69,7 | 68,2 |
| Publique | 25,5 | 28,6 | 34,6 | 34,2 | 31,0 | 29,9 | 28,4 | 30,3 | 31,8 |
| **Secteur industriel** | | | | | | | | | |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 23,8 | 24,6 | 18,3 | 24,6 | 28,8 | 31,4 | 32,8 | 31,5 | 27,0 |
| Fabrication | 8,4 | 7,7 | 6,2 | 6,1 | 6,5 | 6,1 | 6,2 | 6,4 | 7,0 |
| Transport et entreposage | 6,9 | 7,5 | 7,8 | 6,0 | 6,2 | 7,3 | 9,5 | 8,8 | 10,5 |
| Services publics | 8,2 | 8,4 | 11,4 | 10,1 | 10,4 | 10,4 | 11,6 | 11,9 | 12,4 |
| Autres industries | 52,7 | 51,8 | 56,2 | 53,2 | 48,1 | 44,7 | 40,0 | 41,3 | 43,2 |
| **Province et territoires** | | | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,2 | 1,5 | 1,7 | 1,7 | 2,2 | 2,7 | 3,2 | 3,5 | 3,7 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Nouvelle-Écosse | 2,0 | 1,7 | 2,1 | 2,0 | 1,9 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,6 |
| Nouveau-Brunswick | 1,9 | 2,0 | 2,0 | 1,8 | 1,9 | 1,3 | 1,2 | 1,0 | 1,2 |
| Québec | 16,0 | 16,0 | 17,8 | 15,9 | 15,7 | 16,1 | 15,0 | 13,7 | 14,8 |
| Ontario | 30,0 | 27,3 | 28,6 | 28,6 | 27,1 | 25,2 | 22,3 | 23,5 | 24,4 |
| Manitoba | 2,9 | 3,0 | 3,5 | 3,5 | 3,2 | 3,1 | 3,0 | 3,6 | 4,0 |
| Saskatchewan | 3,9 | 4,5 | 5,9 | 6,2 | 6,4 | 6,5 | 7,1 | 6,7 | 6,1 |
| Alberta | 29,6 | 31,3 | 25,7 | 28,1 | 29,9 | 31,5 | 35,8 | 34,8 | 32,6 |
| Colombie-Britannique | 11,1 | 11,7 | 11,6 | 11,0 | 10,6 | 11,2 | 10,0 | 10,6 | 10,4 |
| Territoires | 0,9 | 0,8 | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 0,6 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |

**Note :** Les données pour 2014 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2015 traduisent les intentions.
**Sources :** Statistique Canada, tableaux CANSIM 029-0045 et 029-0047.

### Les intentions de dépenses en immobilisations en exploration et en évaluation diminuent de 25,1 %, pour s'établir à 6,8 milliards de dollars

Les intentions de dépenses en immobilisations en exploration et en évaluation comprennent les frais de forage d'exploration pétrolière et gazière, les dépenses géologiques et géophysiques, et les autres coûts d'exploration et d'évaluation pétrolière et gazière, ainsi que les frais de prospection minérale[4]. Les dépenses reliées à ces activités s'élevaient à 9,1 milliards de dollars en 2014, surtout attribuables aux dépenses de 3,7 milliards de dollars en Alberta et de 2,5 milliards de dollars en Colombie-Britannique. Avec des diminutions prévues de 26 % en Alberta et de plus de 50 % en Colombie-Britannique, les intentions de dépenses en exploration ont diminué de 25,1 % dans l'ensemble en 2015. Les seules provinces qui prévoient des hausses notables de dépenses en immobilisations en exploration sont le Québec (+36,9 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+66,3 %).

4. Les dépenses en exploration ne sont pas comprises dans les estimations des immobilisations non résidentielles présentées dans cet article. Elles sont examinées séparément.

# Références

Bloskie, C., V. Gaudreault, et G. Gellatly. 2013. *Changements dans la composition de l'investissement agrégé*. Aperçus économiques, nº 22. Produit nº 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2015. *Rapprochement des dépenses en immobilisations et de la formation brute de capital fixe*. Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens. Produit nº 13-605-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.